Racisme anti-Noirs au Maghreb : dévoilement(s) d'un tabou

Célia Sadai¹

« Je suis africain
Je suis africain, du Nord au Sud
Je suis africain, dedans comme dehors
Je suis africain, je n'ai pas le rythme dans la peau
Je suis africain, un albinos afro. »
Rachid Taha, « Je suis africain » (posthume)

« La pire des négrophobies, moi je l'ai subie au Maghreb
M'appelle pas "khouya" : on sait qu'vous êtes racistes
Et aucun Nègre n'oubliera que les Arabes étaient esclavagistes. »
Youssoupha et Médine, « Blokkk identitaire » (2013)

Du *darija* populaire des rues de Casablanca aux contes de tradition orale kabyle, l'imaginaire linguistique maghrébin construit un système de valeurs qui oppose personne blanche et personne noire. Ainsi, dans l'usage courant, la langue arabe désigne la personne blanche par le terme « خالص مص », qui signifie « libre ». En revanche, la personne noire est désignée par les termes « *3abed* »/ « *abid* » ou « *oussif* » qui signifient « esclave ». À travers cet usage, ce qui remonte, c'est l'héritage d'un passé esclavagiste pourtant enfoui dans les tréfonds du déni et du tabou au Maghreb.

Cet article s'intéresse aux dispositifs de dévoilement d'un tabou fondateur des sociétés du Maghreb, qu'il s'agisse d'un essai, d'un tweet ou d'une loi.

1. Célia Sadai, chercheuse en littérature et en sciences de l'information et de la communication. Cofondatrice du blog La Plume Francophone.

En remontant le fil des douze dernières années², on examinera les liens de causalité entre l'héritage de la traite arabo-musulmane et la naissance d'un racisme anti-Noirs systémique au Maghreb. On examinera aussi les contradictions qui encadrent l'imaginaire collectif, les discours et les représentations. Comment justifier l'esclavage et le racisme, pourtant interdits dans l'islam ? Comment concilier africanité et arabité, si on considère qu'elles n'appartiennent pas au même territoire ? Comment reconnaître la citoyenneté des Noirs maghrébins, toujours vus comme des descendants d'esclaves ? On observera comment les dispositifs de dévoilement s'emparent de ces contradictions, en particulier dans le cas des campagnes de sensibilisation au racisme anti-Noirs.

Quand il est question du racisme anti-Noirs au Maghreb, la presse comme la littérature dédiée s'intéressent plus à l'expérience des personnes migrantes subsahariennes au Maghreb qu'à celle des personnes noires maghrébines. Cet article ne privilégie pas une expérience sur l'autre. Mais il faut néanmoins rappeler que, dans l'espace public, les migrants subsahariens sont plus vulnérables ; les femmes et les enfants en particulier. Parce qu'ils sont criminalisés dans l'imaginaire populaire maghrébin, les migrants se confrontent à toutes formes de violences : attaques armées, rixes, assassinats ou viols. À cela s'ajoute l'externalisation de la frontière européenne qui oblige les pays du Maghreb à contrôler, souvent pour le pire. L'Algérie par exemple, qui compterait 150 000 personnes migrantes subsahariennes sur son territoire, a inscrit l'immigration illégale au pénal. La peur d'être inculpées dissuade donc les personnes migrantes de porter plainte pour violences. Cela même si le racisme est pénalisé en Tunisie (depuis 2018) comme en Algérie (depuis 2020). Or, sans plaintes, pas de statistiques sur les agressions racistes, et donc, pas de débat public. C'est aussi tout un système d'exploitation esclavagiste qu'on ne remet pas en question.

Pour finir, cet article s'inspire d'une enquête sur le racisme anti-Noirs au Maghreb que nous avons diffusée sur le réseau social Facebook en juin 2020. Les 86 répondants, âgés de 18 à 51 ans et résidant au Maghreb, apportent un point de vue qui compense l'absence de ressources arabophones et amazighophones (auxquelles nous n'avons pu avoir accès). Ainsi, pour la totalité des répondants, le racisme anti-Noirs au Maghreb s'explique par la persistance du tabou sur la traite arabo-musulmane.

2. Dans cet article, tout commence il y a douze ans, en 2008. L'année où le débat s'ouvre enfin, avec la parution polémique du *Génocide voilé* de l'essayiste Tidiane Ndiaye. L'auteur sénégalais y brise le tabou de la traite arabo-musulmane, à travers une enquête historique sans concession. Le déni sur l'esclavage n'a plus sa place.

La question noire au Maghreb : l'alibi des causes communes

Le racisme au Maghreb n'est pas un reliquat du colonialisme. Il ne peut être appréhendé qu'en prenant la pleine mesure des effets que des siècles de traite arabo-berbère ont eus, d'autant que des pratiques voisines perdurent en Mauritanie et en Libye, comme l'ont révélé en 2017 les images des journalistes de la chaîne CNN. Des travaux comme *L'Afrique noire précoloniale* de Cheikh Anta Diop [1987], portant sur cette histoire faite de razzias, de déportations massives et de pratique systématique de la castration par les négriers arabo-berbères, nous rappellent que cette immense entreprise de déshumanisation ne s'est pas faite sans résistances et nous aident à comprendre la persistance d'une négrophobie systématique au Maghreb³.

Dans sa tribune « Négrophobie, les damnés du Maghreb » parue dans le magazine *Orient XXI* en août 2020, l'essayiste Rafik Chekkat invite à lever le tabou qui pèse sur l'héritage de la traite arabo-musulmane au Maghreb. Cet appel au devoir de mémoire se confronte, encore en 2020, à l'alibi des causes communes : fraternité musulmane, fraternité anticoloniale et fraternité afro-amazighe prouvent à l'unisson qu'il n'y a pas de racisme anti-Noirs au Maghreb.

Longue durée d'un « Génocide voilé »

En 2008, l'économiste et anthropologue franco-sénégalais Tidiane N'Diaye est l'auteur du *Génocide voilé* [2008], nommé au prix Renaudot Essai 2008. Sous la forme d'une enquête historique, l'ouvrage revient sur l'antériorité et la longue durée de la traite arabo-musulmane sur le continent africain, qui s'ouvre en 652 avec le traité de Bakht qui garantit au royaume nubien – alors en pleine islamisation – la paix et le maintien du commerce avec l'Égypte en échange d'esclaves. Pour Tidiane N'Diaye, la traite transsaharienne a perduré depuis sans discontinuer, de l'antique Nubie au Darfour contemporain :

[Tout] a commencé là, au Darfour, et cela n'a apparemment jamais cessé. C'est le mépris des Arabes pour les Noirs qui continue de s'y manifester cruellement aujourd'hui encore par une pratique de l'esclavage à peine dissimulée et par un véritable nettoyage ethnique [N'Diaye, 2008, p. 27].

La raison d'une telle permanence est, pour l'essayiste, celle-là même qui explique l'occultation de la traite transsaharienne : le silence des intellectuels du monde

3. Rafik Chekkat, « Négrophobie. Les damnés du Maghreb », *Orient XXI*, 11 août 2020, <<https://orientxxi.info/magazine/negrophobie-les-damnes-du-maghreb,404>>.

arabo-musulman du VII^e au XX^e siècle, ou *a contrario* une prise de parole à l'image de la célèbre formule de l'historien arabe Ibn Khaldûn, qui témoigne d'une construction intellectuelle du racisme anti-Noirs antérieure à la pénétration d'une idéologie coloniale française en Afrique du Nord : « Il est vrai que la plupart des nègres s'habituent facilement à la servitude ; mais cette disposition résulte, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, d'une infériorité d'organisation qui les rapproche des animaux bruts⁴. »

C'est une idéologie raciste *sui generis*, qui s'engendre d'elle-même, où la hiérarchisation des races répond à l'impératif utilitariste de justifier, maintenir et renforcer le système esclavagiste arabo-musulman. Salué par la critique comme une prise de parole *courageuse* et *polémique*, *Le Génocide voilé* nous dit que non, l'esclavage comme le racisme anti-Noirs n'est pas une invention de l'Occident.

Partant, Tidiane N'Diaye pousse plus loin son enquête et rend compte, par le biais d'une approche statistique et comparatiste, de l'ampleur catastrophique d'une traite transsaharienne qui s'apparente à un « génocide voilé » bien plus coûteux en vies humaines que ne l'a été la traite transatlantique occidentale. Dans un double geste de dévoilement, Tidiane N'Diaye *requalifie* en *mesurant* la catastrophe à l'aune d'un « génocide » programmé par « castration massive ». On compterait dès lors 70 millions de descendants pour 9 à 11 millions de déportés lors de la traite transatlantique, contre 1 million de descendants pour 17 millions de déportés lors de la traite arabo-musulmane. Des chiffres édifiants, voire étonnants. Un étonnement qui s'explique, selon Tidiane N'Diaye, par le silence complice et solidaire du monde musulman noir et arabe :

Il est donc difficile de ne pas qualifier cette traite de génocide des peuples noirs par massacre, razzias sanglantes puis castration massive. Chose curieuse pourtant, très nombreux sont ceux qui souhaiteraient la voir recouverte à jamais du voile de l'oubli, souvent au nom d'une certaine solidarité religieuse, voire idéologique. C'est en fait un pacte virtuel scellé entre les descendants des victimes et ceux des bourreaux qui aboutit à ce déni [N'Diaye, 2008, p. 271].

Près de dix ans après la parution du *Génocide voilé*, Tidiane N'Diaye conclut son livre à rebours dans les colonnes du *Monde Afrique*, dénonçant une négrophobie systémique au Maghreb qu'il reviendrait désormais à la psychanalyse d'explorer...

[Le panafricanisme] est une utopie ! Dans l'inconscient des Maghrébins, cette histoire a laissé tellement de traces que, pour eux, un « Nègre » reste un esclave. Ils ne peuvent pas concevoir de Noirs chez eux. Regardons ce qui se passe en Mauritanie ou au Mali, où les Touaregs du Nord n'accepteront jamais un pouvoir noir. Les descendants

4. Propos d'Ibn Khaldûn consignés aux environs de 1375 lors de sa retraite au Calâ d'Ibn Selama près de Tiaret (Algérie).

des bourreaux comme ceux des victimes sont devenus solidaires pour des raisons religieuses⁵.

Du panafricanisme à l'unité nationale : les sirènes des indépendances

En 2019 paraît l'ouvrage *Alger, capitale de la révolution. De Fanon aux Black Panthers* de l'Américaine-Algérienne Elaine Mokhtefi – militante anticolonialiste et épouse d'un ancien membre de l'ALN (Armée de libération nationale). Cinquante ans après le Festival panafricain d'Alger de 1969, immortalisé à l'écran par l'Américain William Klein, le livre d'Elaine Mokhtefi réactive le mythe d'Alger « Mecque des révolutionnaires » qui remonte aux années 1920.

En effet, dès les années 1920, le fondateur du MNA (Mouvement national algérien), Messali Hadj, associe au projet indépendantiste algérien la libération de toutes les colonies africaines, et s'engage contre les campagnes mussoliniennes en Éthiopie. En 1962, le monde entier a les yeux rivés sur l'Algérie indépendante, qui a prouvé sa capacité à mener une guerre de libération contre une armée coloniale. Les présidents Ben Bella puis Boumédiène prolongent à leur manière le projet décolonial panafricaniste de Messali Hadj. L'Algérie va donc s'allier aux mouvements de libération des pays africains, en accueillant par exemple Nelson Mandela et l'armée de l'ANC (African National Congress) pour une formation militaire auprès du FLN. En 1969, le mythe se cristallise autour du Festival panafricain d'Alger. Entre deux concerts de Miriam Makeba ou de Nina Simone, on croise dans les rues de la capitale les activistes du Black Panther Party, Che Guevara ou Amilcar Cabral.

Dans son ouvrage, Elaine Mokhtefi convoque par ailleurs l'incontournable figure du psychiatre et théoricien anticolonialiste Frantz Fanon. Or l'anticolonialisme fanonien est lui aussi vecteur de mythes. De *Peaux noires, masques blancs* [1952] à *L'An V de la Révolution algérienne* [1959], Fanon n'aborde jamais la question du racisme anti-Noirs en Algérie. Chez lui, l'Algérie est systématiquement perçue à travers les mécanismes d'oppression qu'elle subit de la part de l'oppresser colonial. Dépossédée de son histoire précoloniale, l'Algérie représente à elle seule l'histoire héroïque des luttes décoloniales et l'héritage destructeur d'un « trauma colonial⁶ ». Une telle vision interroge l'hypothèse d'un romantisme

5. Séverine Kodjo-Grandveaux, « La fracture raciale est réelle en Afrique », entretien avec Tidiane N'Diaye, *Le Monde Afrique*, 18 mai 2017, <www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/18/tidiane-n-diaye-la-fracture-raciale-est-reelle-en-afrique-et-elle-s-est-exportee-au-dela_5129984_3212.html>.

6. Voir le récent ouvrage de Karima Lazali, *Le Trauma colonial. Une enquête sur les effets psychiques et politiques contemporains de l'oppression coloniale en Algérie*, Paris, La Découverte, 2018.

fanonien forcé de passer sous silence l'existence d'un racisme anti-Noirs hérité d'un passé esclavagiste – ce racisme-même dénoncé par Fanon quand il est question de l'Europe. Le mythe fanonien, c'est celui qui exclut l'idée ambiguë d'un opprimé qui serait aussi oppresseur. Les mythes encore très vivants d'une Algérie panafricaniste et anticolonialiste ont donc fait écran, à l'indépendance, à la reconnaissance d'un racisme anti-Noirs structurel dans la société algérienne.

Les indépendances du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie marquent aussi l'urgence d'emprunter la voie de l'autodétermination et de la souveraineté. À l'unisson, les jeunes États indépendants maghrébins écrivent les premières pages d'un roman national fondé sur l'unité nationale, entre nationalisme arabe et panarabisme, voire panislamisme; masquant de fait les questions complexes des présences noire, amazighe (du Rif à la Kabylie) et juive au Maghreb. Ainsi, dès 1956, les fondements de la construction nationale marocaine imaginés dans les années 1930 – islam, langue arabe et monarchie alaouite – trouvent leurs propres limites. Malgré la réunification territoriale et administrative des anciens protectorats français et espagnol et de la zone internationale de Tanger, des divisions persistent, héritées de l'époque coloniale ou plus anciennes. Dès les années 1970, persistance du tribalisme et coups d'État contre la monarchie d'Hassan II fragilisent la possibilité d'un projet citoyen commun. Pour la politologue Eva Cantat,

il est probable que l'histoire de la construction nationale marocaine ait reposé sur un important travail d'oubli: l'oubli de ce qui divisait, dispersait et fragmentait ce peuple marocain si pluriel et divers. [...] Pour que ce processus d'oubli se produise au Maroc, il a fallu trouver une cause commune autour de laquelle la population allait pouvoir se fédérer: le territoire a joué à cet égard un rôle déterminant⁷.

La théorie istiqlalienne du Grand Maroc diffuse alors dans l'imaginaire cartographique marocain la mythologie d'un « vrai Maroc » à restaurer, lequel recouvrirait l'ouest du désert algérien, le nord du Mali et toute la Mauritanie. L'identification nationale est enfin au rendez-vous. S'ensuivent la guerre des Sables de 1963 contre l'Algérie, et la Marche verte de 1975 contre l'Espagne. L'oubli programmé d'une diversité marocaine face à l'urgente stabilisation d'une unité nationale, c'est aussi le refoulement programmé de la question noire au Maroc.

7. Eva Cantat, « Imaginaire national et territoire: la construction nationale marocaine après l'indépendance », *ILCEA*, vol. 30, 2018, <<http://journals.openedition.org/ilcea/4468>>.

Romantisme afro-amazigh et causes communes

L'islam s'est imposé cinq ou six siècles après la conquête de l'Afrique du Nord, non sans mépris envers les Berbères. Aux yeux des premiers conquérants arabes, les Berbères étaient un peuple vil, fruste et sauvage : « Des bêtes en liberté », selon l'historien du XIV^e siècle Ibn Idhari. L'on établit même à leur rencontre des hadiths – paroles attribuées à Mahomet, le prophète de l'islam –, forgés de toutes pièces pour les rabaisser et justifier leur humiliation⁸.

Dans sa tribune du journal *Le Monde* consacrée au racisme anti-Noirs, l'historien tunisien Salah Trabelsi identifie « le caractère prégnant dans la culture arabe d'une négrophobie doctrinale ». Pour lui, la perte de l'identité afro-amazigh⁹ au profit d'une « parenté putative avec l'arabité » est à l'origine du racisme anti-Noirs contemporain. C'est une posture que partagent 11 des 86 répondants à notre questionnaire présenté plus haut, dont les réactions se déclinent autour de cinq grands thèmes.

Autochtonie. – Tous ces répondants (11 sur 11) revendiquent une fraternité avec les peuples noirs africains en tant que peuple autochtone islamisé et arabisé : « on n'est pas maghrébins, on vient de Tamazgha comme les Mauritaniens qui sont nos frères noirs », « nous descendons de Kahina et Jugurtha qui les [les Arabes] ont combattus »...

Traite arabo-musulmane des Amazighs. – Cinq répondants sur 11 formulent l'impossibilité d'un racisme anti-Noirs chez les Amazighs en raison de la traite arabo-musulmane des Amazighs : « on ne peut pas avoir été un esclave et être raciste », « mon père m'a toujours dit qu'on descendait d'esclaves comme les Noirs ».

Africanité. – Huit répondants sur 11 décrivent l'africanité comme un pilier de l'identité amazigh et une arme contre le racisme anti-Noirs : « on est des vrais Africains comme eux [les personnes noires africaines] », « *Afrique* est un mot berbère », « *C'est africain qu'il faut se dire*, disait Kateb Yacine. À une échelle qui n'est pas seulement celle de l'État, un des premiers enjeux de la ré-africanisation du Maghreb, c'est d'envisager la *Tamazgha* comme une utopie transnationale, africaine et révolutionnaire », etc.

Rejet de la langue arabe. – Trois répondants sur 11 expriment une forme d'indépendance linguistique vis-à-vis de la langue arabe : « on n'est pas Arabes, on ne parle pas l'arabe mais une langue africaine, la plus ancienne du monde »...

8. Salah Trabelsi, « Comment le Maghreb en est-il venu à rejeter son africanité ? », tribune, *Le Monde*, 24 février 2019, <www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/24/racisme-anti-noir-comment-le-maghreb-en-est-il-venu-a-rejeter-son-africanite_5427702_3212.html>.

9. Dans cet article, on utilise le terme « amazigh » plutôt que « berbère » par respect du principe d'autodétermination. Le peuple amazigh dénonçant désormais la colonialité du terme « berbère », dérivé de « barbare ».

Laïcité. – Quatre répondants sur 11 s'identifient aux principes de la laïcité : « ils ont tué Matoub [Lounes] qui se battait pour la laïcité », « nous sommes des musulmans laïcs comme les Africains ».

Depuis les premières heures de la conquête musulmane du Maghreb en 632, la *Tamazgha*¹⁰ originelle, cartographie d'un Maghreb amazigh perdu, nourrit des velléités indépendantistes. À travers ces témoignages, le Noir est perçu comme un frère d'armes, dépositaire d'une « authenticité africaine » utile au projet romantique d'une reconquête amazighe. Cette solidarité résistante repose sur des causes communes aux Afro-Amazighs et aux Noirs d'Afrique : autochtonie, servitude, africanité, indépendance linguistique, laïcité (ou diversité religieuse). Et s'oppose à un ennemi commun : l'Arabe.

Racisme anti-Noirs au Maghreb : l'ère du Black Lives Matter

Depuis les années 2010, la démocratisation de l'accès à Internet et aux smartphones et l'apparition des réseaux sociaux donnent lieu à de nouveaux dispositifs de dévoilement. Les technologies web font désormais partie de l'aventure migratoire et permettent la circulation virale d'images nouvelles venues du Maghreb. On y voit une Ivoirienne passée à tabac dans la banlieue de Tunis, une chasse aux migrants à Ouargla en Algérie, le meurtre d'un Sénégalais à Rabat au Maroc. Des preuves par l'image : au Maghreb, le racisme anti-Noirs tue. À l'ère du Black Lives Matter, la société civile dénonce, et le débat s'ouvre enfin sur les réseaux sociaux, dans les médias ou même la fiction.

Les médiations d'un dévoilement

En novembre 2017, la journaliste d'origine soudanaise Nima Elbagir assiste en Libye à une vente aux enchères d'un autre âge. Dans les environs de Tripoli, deux fois par mois, on vend par douzaines des hommes migrants venus du Nigeria pour la somme de 400 dinars. La journaliste lance l'alerte à travers un documentaire diffusé par le média américain CNN¹¹. Les images de la vente aux enchères et des camps de détention où sont retenus les hommes captifs provoquent une

10. La Tamazgha est un territoire cartographique qui préexiste aux représentations contemporaines du Maghreb et qui dépasse les frontières de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie pour s'étendre à la Libye et la Mauritanie.

11. Reportage visionnable sur le site de CNN, mis en ligne le 13 novembre 2017, <<https://edition.cnn.com/videos/world/2017/11/13/libya-migrant-slave-auction-lon-orig-md-ejk.cnn>>.

vague d'indignation sur le continent africain, à l'image de l'essayiste sénégalais Hamidou Anne dans sa chronique « L'esclavagisme en Libye n'est que le prolongement de la négrophobie au Maghreb » parue dans le journal *Le Monde*¹² :

Personne n'ignorait ce qui se passe sur cette partie septentrionale de l'Afrique. L'existence de « marchés aux esclaves », d'abus sexuels et de travaux forcés avait fait l'objet d'un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations en avril. Les actes barbares à l'encontre des migrants au nord du continent sont récurrents, mais, ce qui change aujourd'hui, c'est le choc des images.

Pour Hamidou Anne, le scandale libyen trouve ses racines dans la négrophobie ordinaire au Maghreb. En effet, quelques semaines plus tôt, le hashtag #لا_للافرقه_في_الجزاير (#Non aux Africains en Algérie) se propage sur Twitter, ponctué d'appels au meurtre des personnes noires migrantes, au point qu'Amnesty International doit intervenir. Le tweet est devenu le média privilégié d'une haine raciale décomplexée et grégaire, en particulier chez les supporters maghrébins pendant la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Des tweets rapportés par le magazine *So Foot*¹³ dès 2017 : « Putain, les tribunes burkinabaises, on dirait les cales d'un bateau d'esclave » (*sic*). On y parle aussi d'équipes composées « à moitié de joueurs séropositifs », de « singes », ou de « ramasseurs de coton ». Bien avant l'ère du tweet, les médias participent à la criminalisation de la figure du migrant subsaharien, à l'image du magazine *Maroc Hebdo* qui consacre en 2012 un dossier au « Pêril noir ». « Ils vivent de mendicité, s'adonnent au trafic de drogue et à la prostitution », « Ils posent un problème humain et sécuritaire pour le pays » annonce la une qui fait polémique. La même année toutefois, le journal algérien *el Watan* s'interroge : « Les Algériens sont-ils racistes¹⁴ ? » :

« *Quid* des Noirs algériens ? Il n'y a pas de débat sur la diversité en Algérie. Les Algériens issus de la communauté noire sont pratiquement absents aux postes de responsabilité et dans les rangs supérieurs de l'armée. Le fait est que, bien que les Noirs algériens aient été, dès l'indépendance de l'Algérie, sensibles au message égalitaire et antiesclavagiste de l'ex-parti unique, le FLN, l'inexistence d'une classe moyenne noire a rendu difficile leur promotion politique. »

12. Hamidou Anne, « L'esclavagisme en Libye n'est que le prolongement de la négrophobie au Maghreb », *Le Monde*, 20 novembre 2017, <www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/20/l-esclavagisme-en-libye-n-est-que-le-prolongement-de-la-negrophobie-au-maghreb_5217603_3212.html>.

13. Christophe Gleizes, « C'est quoi ce racisme à la CAN ? », *So Foot*, 23 janvier 2017, <www.sofoot.com/c-est-quoi-ce-racisme-a-la-can-437914.html>.

14. « Les Algériens sont-ils racistes », *el Watan*, 15 novembre 2012, <www.elwatan.com/archives/actualites/les-algeriens-sont-ils-racistes-15-11-2012>.

Depuis qu'il n'est plus soumis au blocage du gouvernement Ben Ali en 2011, le magazine alternatif tunisien *Nawaat* dénonce le racisme anti-Noirs au Maghreb avec une quinzaine d'articles dédiés. Tout se joue néanmoins du côté de la presse française, du *Monde* à *Libération*, qui s'empare régulièrement du débat depuis le reportage « fondateur » de CNN en 2017.

Le Black Lives Matter aux frontières du Maghreb

Le 2 juin 2020, des carrés noirs s'affichent partout sur les réseaux sociaux. C'est la journée mondiale du #BlackOutTuesday, une campagne de sensibilisation au racisme anti-Noirs lancée par le mouvement américain Black Lives Matter, quelques jours après la mort brutale de George Floyd au cours d'une interpellation policière à Minneapolis (États-Unis). À l'heure où le monde entier organise des marches de soutien, la mobilisation au Maghreb reste très faible. Le journal *Le Monde*¹⁵ évoque un unique rassemblement en Tunisie, à l'appel de la militante noire tunisienne Saadia Mosbah et de son association Mnementy, pour adresser « un message aux Afro-Américains de la part de leur Mère Afrique ».

Sur Instagram, en revanche, la mobilisation tourne carrément au scandale. Des jeunes influenceuses et artistes comme les Marocaines Mariam Hussein et Asma Lnwawar ou les Algériennes Souhila Ben Lchab et Juuyasmina affichent leur solidarité en publiant des portraits d'elles, grimées en Noires, dans la pure tradition du *blackface*. Face à la vague d'indignation qu'elles soulèvent, certaines instagrameuses suppriment leurs publications et s'excusent. D'autres persistent : il s'agit bel et bien d'un hommage à leurs « frères et sœurs noirs ». La presse francophone¹⁶ voit dans cette polémique le fruit d'un manque de sensibilisation à la question du racisme au Maghreb, et pointe le paradoxe qu'il y a à rendre hommage en offensant. À la suite de la polémique, l'actrice et réalisatrice noire palestinienne Maryam Abu Khaled publie sur Instagram une vidéo¹⁷ qui devient virale. Elle y dénonce une rhétorique de la « bonne intention » dans les pays arabes, où l'on défend l'existence d'un « racisme innocent qui ne tue pas comme aux États-Unis ». Une rhétorique euphémisante dont s'emparent justement les instagrameuses maghrébines, voilant à nouveau ce qui peine à être dévoilé.

15. « Black Lives Matter mobilise peu au Maghreb malgré un racisme "ordinaire" », *Le Monde*, 21 juillet 2020, <www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/21/black-lives-matter-mobilise-peu-au-maghreb-malgre-un-racisme-ordinaire_6046828_3212.html>.

16. Amélie Mouton et Mourad Kamel, « #BlackLivesMatter : dans le monde arabe, le racisme à bas bruit », *Jeune Afrique*, 15 juin 2020, <www.jeuneafrique.com/999785/societe/blacklivesmatter-dans-le-monde-arabe-le-racisme-a-bas-bruit/>.

17. Vidéo republiée sur Youtube : <www.youtube.com/watch?v=OcJziQi3gdE>.

Nouveaux territoires de la fiction

Des grands médias aux réseaux sociaux, le débat public s'ouvre enfin à la question du racisme anti-Noirs au Maghreb qui gagne peu à peu de nouveaux territoires, de la littérature au cinéma, en passant par le spectacle vivant. En 2018, *La Belle de Casa* de l'écrivain congolais In Koli Jean Bofane raconte les aventures de Sese Tshimanga, un migrant originaire de Kinshasa débarqué sur la côte marocaine par un passeur qui lui avait promis... Deauville. Sese va donc vivre de débrouilles dans le quartier de Derb Taliane à Casablanca, au cœur d'une communauté de migrants, au rythme du racisme ordinaire des Marocains, de la violence, encore plus grande, des Libyens, et du meurtre d'un Sénégalais. En 2020, le roman *Les Lumières d'Oujda* de l'écrivain camerounais Marc-Alexandre Oho Bambe traite la question du racisme anti-Noirs au Maroc de façon plus frontale. À Oujda, le père Antoine a ouvert son église aux *fugees*, des jeunes migrants rescapés des camps d'esclaves en Libye. Au Maroc, ils vont faire l'expérience du racisme, de la prostitution forcée et des violences policières. La catastrophe arrive le jour où des habitants d'Oujda mettent le feu à l'église du père Antoine. Le roman raconte une « négrophobie » à laquelle il ne propose aucune issue.

Côté cinéma, le film de Jean-Pascal Zadi *Tout simplement noir* sort en 2020. Dans ce faux documentaire, le réalisateur franco-ivoirien raconte l'histoire de son *alter ego*, un militant panafricaniste qui cherche à rallier des personnalités des mondes artistique et militant à sa « Marche de l'homme noir pour la dignité ». Le film sort peu après la mort de George Floyd, en pleine campagne du Black Lives Matter, et *dévoile* à sa manière la question du racisme anti-Noirs des Français issus du Maghreb dans la culture populaire. Ainsi, dans une scène qui provoque le malaise plus qu'elle ne fait rire, les humoristes Melha et Ramzy Bedia et Jonathan Cohen cherchent à rejoindre la marche, au nom d'une fraternité des peuples arabe et juif avec le peuple noir :

RAMZY BEDIA – Euh... Pourquoi tu nous as pas appelés pour ta marche ?

J.-P. ZADI – Vous, c'est-à-dire ?

RAMZY BEDIA – Nous, les reubeus.

JONATHAN COHEN – Et les Juifs.

RAMZY BEDIA – Marcher contre le racisme, marcher contre les discriminations, marcher Arabes et Noirs... (*unit ses deux mains*)

JONATHAN COHEN – ... Et Juifs !

RAMZY BEDIA – J'ai que deux mains, j'ai que deux mains...

J.-P. ZADI – Les Noirs et les Arabes, on est des frères, ok. Mais on est des frères que quand ça vous arrange.

MELHA BEDIA – C'est faux, c'est faux !

J.-P. ZADI – Évidemment ! Qui dans ce salon laisserait sa sœur se marier avec un Noir ? Qui ?

(*Silence gêné*)

JONATHAN COHEN – J'ai pas d'sœur, moi.

J.-P. ZADI – Voilà pourquoi j'veux pas qu'vous veniez à ma marche. Pour réévaluer votre image, vous savez c'qu'il vous faut ? C'est pas une marche, c'est un triathlon !

Dans un registre bien moins frontal, le duo de stand-uppers Oth & Kal consacre quant à lui son spectacle *Hypocrisie africaine*¹⁸ aux relations entre Maghrébins et Noirs (l'un est maghrébin, l'autre est subsaharien). Ici, le racisme s'exprime dans les deux sens et puise dans un arsenal de clichés caricaturaux qui évacuent la violence des rapports de pouvoir, ce qui garantit le rire dans la salle à chaque *punchline*. Cet humour complice, dit « communautaire », existe bel et bien chez les Européens issus des immigrations africaines, victimes alliées du racisme systémique. Une alliance qui montre les limites qu'il y a à convoquer dans cet article un racisme anti-Noirs spécifique à la diaspora maghrébine, dont le caractère ambigu mérite qu'on y consacre toute une étude.

Après le dévoilement : encore le dévoilement

Le tabou du racisme anti-Noirs au Maghreb se dévoile enfin dans les discours, mais c'est une bien maigre victoire face aux processus d'invisibilisation systémique des personnes noires. Pas de Noirs parmi les élites politiques, scientifiques, économiques ou culturelles. À la télévision, pas de Noirs non plus. Ni dans la publicité. Ni à l'université. Ni même dans le domaine religieux, où l'on parle d'un « privilège arabe¹⁹ » qui délégitime la religiosité des Noirs.

À la question « Comment lutter contre le racisme systémique au Maghreb ? », nos répondants ont formulé trois pratiques de dévoilement : décoloniser, légiférer, éduquer.

18. Un extrait du spectacle est disponible sur Youtube : <www.youtube.com/watch?v=50BiTfqPeO4>.

19. Voir l'article « La négrophobie dans les sociétés arabo-musulmanes n'a rien de nouveau » du collectif associatif Lallab, *Lallab Magazine*, mis en ligne le 26 janvier 2018, <www.lallab.org/la-negrophobie-dans-les-societes-arabo-musulmanes-na-rien-de-nouveau/>.

Décoloniser la « blancheur blanche » de Fanon

En janvier 2019, Khadija Benhamou est élue Miss Algérie. Mais sur les réseaux sociaux, sa peau noire et ses cheveux crépus dérangent : la Miss est donc invitée à « passer à la machine à laver pour blanchir sa peau ». En Algérie, comme partout au Maghreb, plus une personne a la peau claire, plus elle est belle. C'est ce qu'on appelle le colorisme. « Laideur = noir et beauté = blanc. Petite, je ne disais rien. Je complexais car je suis très mate, et on me demandait d'aller me blanchir au hammam », confie une participante marocaine à notre questionnaire. Au colorisme s'ajoute le mépris des Maghrébins pour le cheveu *hrach* : crépu, frisé ou bouclé. Des cheveux « sauvages », « pas soignés ». Pire : « des cheveux de Noir ». Cofondateur en 2018 du mouvement *Hrach is beautiful*, Yassin Alamy²⁰ milite pour la revalorisation du cheveu *hrach*. Pour lui, cette lutte s'inscrit dans un territoire politique plutôt que cosmétique : le mépris du cheveu *hrach* remonterait en partie aux dispositifs d'aliénation coloniale décrits par le psychiatre Frantz Fanon dans *Peaux noires, masques blancs* :

Je pense à Frantz Fanon notamment, sur l'appropriation du corps, sur la question du colonisé et du colonisateur, la perception de la beauté. Comment le colon a fait en sorte que le colonisé ne s'accepte pas, se rejette et comment il a cherché à implanter les critères de beauté blancs et européens en Afrique en général.

Pour Yassin Alamy, l'aliénation coloniale explique certaines représentations esthétiques négrophobes au Maghreb. Une idée défendue par les chercheurs Ronald Hall et Neha Mishra dans leur tribune « Le colorisme et les crèmes éclaircissantes, legs invisibles de la colonisation²¹ » parue en 2018 dans le journal *Le Monde*.

Ainsi, en 2016, la mannequin noire algérienne Amina Hamouine fait face à torrent d'insultes quand elle publie une photo d'elle vêtue d'une robe kabyle. Or dans l'imaginaire coloriste algérien la femme kabyle est célébrée pour sa beauté exceptionnelle en raison de sa peau très blanche. Et la robe kabyle, de fait associée à cette peau blanche, est une parure réservée aux femmes blanches. Ici, on retrouve

20. Voir Paola Guzzo, « Hrach is beautiful – “La question des cheveux crépus des Nord-Africains est éminemment politique” », entretien avec Yassin Alamy, *NEON*, 27 novembre 2018, <www.neonmag.fr/hrach-is-beautiful-la-question-du-cheveu-est-eminemment-politique-520375.html>.

21. Ronald Hall et Neha Mishra, « Le colorisme et les crèmes éclaircissantes, legs invisibles de la colonisation », *Le Monde*, 26 avril 2018, <www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/26/le-colorisme-et-les-cremes-eclaircissantes-legs-invisibles-de-la-colonisation_5291161_3212.html>.

les résidus du Mythe kabyle²², une politique d'assimilation des Kabyles menée dès 1870 par l'occupation française en Algérie. Dans l'imaginaire racialisé colonial de l'époque, l'ascendance viking et les traits européens des Kabyles traduisent un degré de civilisation supérieur aux Arabes. Ainsi, en 2017, le caricaturiste kabyle Ainouche publie un dessin polémique où l'on voit des Arabes au physique ingrat supplier des Kabyles blonds aux yeux bleus « SVP, apprenez-nous à être aussi beaux et intelligents que vous ! » – « Désolé, c'est dans les gènes », répondent les Kabyles. C'est tout un imaginaire qu'il s'agit de décoloniser.

Première pierre législative : l'exception tunisienne ?

Le 9 octobre 2018, la Tunisie vit un moment historique en devenant le premier pays d'Afrique²³ à adopter une loi pénalisant le racisme. C'est aussi une première pour le monde arabe. Cette nouvelle loi sanctionne les propos racistes, désormais passibles d'une peine d'un an de prison et d'une amende de 1 000 dinars (environ 300 euros). En cas d'« incitation à la haine » ou d'« apologie du racisme », la peine peut aller jusqu'à trois ans de prison et une amende de 5 000 dinars. Pour le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) Mohamed Ennaceur, « cette loi place la Tunisie au même rang que les pays civilisés et modernes en étant l'un des premiers pays dans le monde entier et le premier en Afrique à pénaliser le racisme²⁴ ». Partout, la presse rappelle avec lyrisme que la Tunisie, qui abolit l'esclavage *avant la France*, dès 1846, n'en est pas à son premier pas civilisationnel. Le média *Jeune Afrique* réactive quant à lui le mythe de l'« exception tunisienne²⁵ » : « Le pays conforte ainsi sa position de précurseur maghrébin en matière de droits humains, loin devant ses deux voisins²⁶. »

22. Influencés par les théories racialistes de leur époque, les administrateurs coloniaux perçoivent le peuple kabyle comme un peuple supérieur aux Arabes. Un peuple conquérant qui a su résister aux invasions successives de l'Afrique du Nord. Un peuple paysan et sédentaire de travailleurs sans relâche, dont l'organisation clanique suscite même l'intérêt des ethnographes. En somme, de parfaits auxiliaires coloniaux que les Pères blancs s'attacheront à former. Voir Yassine Tamlali, *La Genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie (1830-1962)*, Alger, Barzakh, 2015.

23. L'Algérie a depuis adopté une loi similaire, publiée au *Journal officiel* en avril 2020.

24. Boutheïna Laâtar, « Noirs et fiers de l'être ! », *Business News*, 10 octobre 2018, <www.businessnews.com.tn/noirs-et-fiers-de-letre, 519,83071,3>.

25. Voir Béatrice Hibou, « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 5, n° 56-4bis, 2009, p. 14-39, <www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2009-5-page-14.htm>.

26. Syrine Attia, « Loi contre le racisme : “tournant historique” en Tunisie, mais où en sont l'Algérie et le Maroc ? », *Jeune Afrique*, 11 octobre 2018, <www.jeuneafrique.com/644111/>.

Pourtant, cette loi est le fruit d'un combat porté par une poignée de militants des droits de l'homme depuis la révolution de 2011 et longtemps resté sans écho dans la société civile. Cette loi, la Tunisie la doit surtout à deux militantes noires tunisiennes : Maha Abdelhamid de l'association ADAM et Saadia Mosbah de l'association Mnemty, soutenues par Jamila Ksiksi, seule élue noire du Parlement. Interrogée par le journal *Le Monde*, Maha Abdelhamid fait pourtant part d'un enthousiasme modéré :

La Tunisie en tant que pays a de quoi être fière. Mais, dans le même temps, je suis contrariée de voir comment cette lutte pour les Noirs en Tunisie est aujourd'hui appropriée par les gens au pouvoir. On reste dans le paternalisme [...]. Il faut comprendre le processus historique derrière les discriminations frappant les Noirs. Il y a un héritage mental très lourd qui pèse sur notre mémoire. On ne pourra pourtant pas avancer si on ne le regarde pas en face²⁷.

La Tunisie compterait 10 à 15 % de Tunisiens noirs, parmi lesquels des descendants d'esclaves. À Djerba, on mentionne encore aujourd'hui « esclave affranchi », « atig », sur leurs extraits de naissance. Pour Stéphanie Pouessel, auteure en 2012 de *Noirs au Maghreb, enjeux identitaires*, le racisme contre les Tunisiens noirs est encore plus tabou que le racisme contre les personnes noires de l'étranger. Toujours dans le journal *Le Monde*, la chercheuse rappelle que c'est l'agression au couteau de trois hommes congolais à Tunis en 2016 qui a vraiment lancé la réflexion sur cette loi : « Le combat a vraiment décollé après la vague d'agressions contre les Subsahariens. Il était plus facile de dénoncer des actes visant des Noirs étrangers²⁸. »

Dès mars 2019, un reportage²⁹ de TV5Monde pose la question : depuis cette loi, la vie des Noirs a-t-elle vraiment changé en Tunisie ? Khawla Ksiksi, militante et fille de la députée Jamila Ksiksi, y parle avec déception d'une « loi bâclée », votée pour calmer les revendications. Même déception pour Ramy Salhi, de l'association Maghreb Euromed Rights :

societe/loi-contre-le-racisme-tournant-historique-en-tunisie-mais-ou-en-sont-lalgerie-et-le-maroc/>.

27. Frédéric Bobin, « Loi pénalisant le racisme en Tunisie : une première victoire pour la minorité noire », *Le Monde Afrique*, 11 octobre 2018, <www.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/11/loi-penalissant-le-racisme-en-tunisie-une-premiere-victoire-pour-la-minorite-noire_5368149_3212.html>.

28. *Ibid.*

29. Maurine Mercier, « Tunisie : contre le racisme, une loi vraiment révolutionnaire ? », TV5Monde, 13 mars 2019, <<https://information.tv5monde.com/afrique/tunisie-contre-le-racisme-une-loi-vraiment-revolutionnaire-289874>>.

Il y a tout un effort à faire, principalement du gouvernement pour l'applicabilité de cette loi, et il y a la société civile qui doit dénoncer. Mais avant tout cela, il y a l'article 11 qui prévoit qu'une commission au sein du ministère doit s'occuper du suivi et de la mise en œuvre de cette loi, chose qui n'a pas été faite jusqu'à maintenant. Ça dort tranquillement dans les tiroirs.

Ce qui pose problème, c'est aussi le décalage entre ce que promet la loi et la réalité, comme en témoigne Charles, un homme migrant subsaharien :

On vient ici avec un visa de touriste de trois mois. Les trois mois finis, tu n'as pas le droit de rester. Donc on fuit la police. Même si la personne t'a agressé et t'a tout pris, tu ne peux pas aller à la police et la police va te demander où est la carte de séjour ! Pourtant, il n'y a pas un lieu ici où on établit la carte de séjour !

Le 23 janvier 2020, la Tunisie instaure le 23 janvier comme Journée nationale de l'abolition de l'esclavage. C'est le deuxième pays africain à célébrer l'abolition de l'esclavage, après le Sénégal. Le tabou sur l'esclavage est officiellement levé, et cette nouvelle pierre ainsi posée pourrait faire changer les regards sur la question noire en Tunisie. Et rendre enfin applicable une loi peut-être venue trop tôt.

Faire campagne : les chantiers d'une nouvelle génération

Connue pour son goût du réformisme, la Tunisie n'a cependant pas échappé à l'injonction unioniste. De Bourguiba à Ben Ali, pour renforcer l'unité nationale, il faut passer sous silence particularismes et régionalismes, porteurs de contestations. « Les statistiques publiques ont abandonné la catégorisation entre Noirs et Blancs depuis le début du XX^e siècle et c'est à l'indépendance, en 1956, que l'État cessa d'opérer une distinction entre Arabes, Berbères, Noirs ou Juifs », rapporte Inès Mrad Dali dans la revue *Politique africaine* [2015]. Ce n'est donc qu'à la chute du gouvernement Ben Ali en 2011 que la contestation noire tunisienne prend publiquement la parole, d'abord sur le réseau social Facebook. Des associations de lutte contre le racisme anti-Noirs voient timidement le jour, parmi lesquelles ADAM, Mnemty et Aqalyet. C'est le début d'un vaste chantier puisqu'en matière de sensibilisation à la question noire, tout reste à faire. Cette nouvelle génération de militants occupe donc l'espace public à travers des marches et des rassemblements, et mise sur une communication offensive qui s'en prend même à la figure anticolonialiste d'Habib Bourguiba, tenu pour responsable d'une longue invisibilisation des Noirs en Tunisie. En 2013, c'est une première. L'association Aqalyet dénonce le racisme anti-Noirs dans un spot³⁰ diffusé à la télévision

30. Vidéo consultable sur Youtube : <https://youtu.be/Zo7jkF09_0I>.

tunisienne. Des jeunes Tunisiens y énumèrent tour à tour les noms insultants donnés aux noirs en Tunisie.

Plus tard, c'est au tour du Maroc et de l'Algérie d'entrer en campagne. En 2014, le Maroc lance une opération exceptionnelle de régularisation de personnes migrantes : près de 20000 cartes de séjour sont délivrées. Au lendemain de l'opération, le collectif d'associations «Papiers pour tous» lance pour la première fois au Maroc une campagne de lutte contre le racisme anti-Noirs, en partenariat avec les pouvoirs publics. «*Masmiytich Azzi*» ou «Je ne m'appelle pas Azzi³¹», c'est le slogan provocateur choisi pour cette campagne qui cherche à améliorer l'intégration des personnes régularisées en confrontant la société marocaine à son propre racisme. L'année suivante, en 2015, les pouvoirs publics marocains ne collaborent plus. La photographe franco-marocaine Leila Alaoui, tuée dans l'attentat de Bamako de 2016, réalise une vidéo³² pour sensibiliser au racisme anti-Noirs au Maroc. La diffusion de cette vidéo intitulée «*Bladi Badek, tous Africains*³³» est refusée par les trois chaînes de la télévision nationale marocaine. Elle circule heureusement largement sur les réseaux sociaux, solidaires. En 2016, des associations militantes d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, mais aussi de Mauritanie s'unissent contre le racisme. La campagne «*Ni Oussif Ni Azzi, baraka et yezzi*» («Ni esclave, ni nègre, stop, ça suffit») réclame en particulier l'adoption de lois pénalisant les discriminations raciales. En 2017, en réaction à la campagne #لا_للافارقة_في_الجزائر (#Non aux Africains en Algérie), le groupe oranais Demokratoz interprète le morceau «Attini Yeddek³⁴» dans un clip de sept minutes qui met en scène le quotidien violent d'une jeune migrante subsaharienne en Algérie. Toujours en Algérie, en 2018, l'association sportive ASMR Fair Play Relizane mène une vaste campagne de sensibilisation dans les stades de football, lieu privilégié des agressions racistes anti-Noirs.

Au-delà de la vie militante, la vie religieuse prend aussi part à la lutte à sa manière. Dans les rares églises du Maghreb, les migrants non musulmans trouvent refuge et sécurité. Ceux qui sont musulmans peuvent quant à eux parfois compter sur la *zakat*, l'«aumône». En période de Ramadan, des ONG confessionnelles lancent même des campagnes sur Twitter pour appeler au don [Bava et Boissevain, 2014]. À l'image du programme de l'UNHCR Zakat for refugees, adressé aux musulmans du monde entier.

En guise de conclusion, on s'intéressera à la polémique comme dispositif de dévoilement des tabous dans les sociétés du Maghreb. Au fil de cet article, il

31. *Azzi* signifie «nègre».

32. Vidéo consultable sur Facebook Watch : <www.facebook.com/watch/?v=1012470028820329>.

33. « Mon pays est ton pays ».

34. « Donne-moi ta main ».

a souvent été question des réactions polémiques face à la diversité des pratiques discriminatoires anti-Noirs. Sur le plan communicationnel, la polémique engage le dialogue, ouvre le débat et permet la circulation de contre-discours dans l'espace public. Des contre-discours solidaires face à l'injustice et au déni. En somme, les polémiques évoquées ici promettent en souterrain une transformation de la question du racisme anti-Noirs au Maghreb. Et cette promesse d'un dialogue en mouvement, dont les réseaux sociaux sont le territoire privilégié d'une « viralité », nous indique une sortie de l'immobilité propre au tabou, désormais dévoilé.

Bibliographie

- BAVA S. et BOISSEVAIN K. (2014), « Dieu, les migrants et les États. Nouvelles productions religieuses de la migration », *L'Année du Maghreb*, vol. 11, <<https://journals.openedition.org/anneemaghreb/2191>>.
- BOFANE I. K. J. (2018), *La Belle de Casa*, Arles, Actes Sud.
- DIOP C. A. (1987), *L'Afrique noire précoloniale*, Paris, Présence africaine.
- FANON F. (1952), *Peaux noires, masques blancs*, Paris, Seuil.
- FANON F. (1959), *L'An V de la Révolution algérienne*, Paris, Éditions François Maspero.
- HIBOU B. (2009), « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 5, n° 56-4bis, p. 14-39.
- LAZALI K. (2018), *Le Trauma colonial. Une enquête sur les effets psychiques et politiques contemporains de l'oppression coloniale en Algérie*, Paris, La Découverte.
- MOKHTEFI E. (2019), *Alger, capitale de la révolution. De Fanon aux Black Panthers*, Paris, La Fabrique.
- MRAD DALI I. (2015), « Les mobilisations des “Noirs tunisiens” au lendemain de la révolte de 2011 : entre affirmation d'une identité historique et défense d'une “cause noire” », *Politique africaine*, vol. 4, n° 140, p. 61-81, <www.cairn.info/revue-politique-africaine-2015-4-page-61.htm>.
- N'DIAYE T. (2008), *Le Génocide voilé*, Paris, Gallimard, « Continents noirs ».
- OHO BAMBE M.-A. (2020), *Les Lumières d'Oujda*, Paris, Calmann-Lévy.
- POUESSEL S. (dir.) (2012), *Noirs au Maghreb, enjeux identitaires*, Tunis/Paris, Karthala/IRMC, « Hommes et Sociétés ».
- TEMLALI Y. (2015), *La Genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie (1830-1962)*, Alger, Barzakh.